

Art. 79. — Le détachement du fonctionnaire est prononcé de droit pour exercer :

- une fonction de membre du Gouvernement ;
- un mandat électif permanent dans une institution nationale ou collectivité territoriale ;
- une fonction supérieure de l'Etat ou un poste supérieur dans une institution ou administration publique ;
- pour représenter l'Etat auprès d'institutions ou organismes internationaux ;
- pour suivre une formation ou des études, lorsque le fonctionnaire est désigné par le Conseil de la Nation.

Art. 80. — Le détachement peut être prononcé à la demande du fonctionnaire pour exercer :

- des activités auprès d'une autre institution ou administration publique et/ou dans un grade autre que son grade d'origine ;
- des fonctions de direction auprès d'entreprises ou d'organismes dans lesquels l'Etat détient tout ou partie du capital ;
- une mission au titre de la coopération ou auprès d'institutions ou d'organismes internationaux.

Art. 81. — Hormis les détachements de droit prévus par le présent statut, le nombre total des fonctionnaires pouvant être détachés ne peut excéder 5% par grade.

Le fonctionnaire du Conseil de la Nation ne peut être détaché que s'il est en position d'activité et que s'il justifie de cinq (5) années de service effectif au sein du Conseil de la Nation.

Art. 82. — Le détachement est consacré par une décision administrative prise par l'autorité habilitée et prononcée pour une durée minimale de six (6) mois et une durée maximale de cinq (5) années.

Toutefois, la durée du détachement pour les cas prévus à l'article 79 ci-dessus est égale à celle de la fonction, du mandat, de la formation ou des études pour lesquels le détachement a été prononcé.

Art. 83. — Le fonctionnaire mis en position de détachement est soumis aux règles régissant l'emploi dans lequel il est détaché.

Le fonctionnaire détaché est évalué et rémunéré par l'institution ou l'administration publique, l'entreprise ou l'organisme auprès duquel il est détaché.

Toutefois, le fonctionnaire détaché pour effectuer une formation ou des études peut être rémunéré par le Conseil de la Nation.

Les modalités d'application des dispositions du présent article sont déterminées par une instruction du bureau du Conseil de la Nation.

Art. 84. — A l'issue de son détachement, le fonctionnaire est réintégré de plein droit dans son grade d'origine, même en surnombre.

Chapitre 3

Position de mise en disponibilité

Art. 85. — La mise en disponibilité consiste en la cessation temporaire de la relation de travail.

Cette position entraîne la suspension de la rémunération du fonctionnaire ainsi que ses droits à l'ancienneté, à l'avancement et à la retraite.

Art. 86. — Le fonctionnaire mis en disponibilité conserve ses droits acquis dans son grade d'origine à la date de sa mise en disponibilité.

Art. 87. — La mise en disponibilité est de droit, dans les cas ci-après :

- en cas d'accident, d'infirmité ou de maladie grave d'un ascendant, du conjoint, ou d'un enfant à charge ;
- pour permettre à la femme fonctionnaire d'élever un enfant de moins de cinq (5) ans ;
- pour permettre au fonctionnaire de suivre son conjoint astreint à changer de résidence pour raison professionnelle.

Art. 88. — Lorsque le conjoint du fonctionnaire est affecté auprès d'une représentation algérienne à l'étranger, d'une institution ou d'un organisme international ou est chargé d'une mission de coopération, le fonctionnaire, qui ne peut bénéficier d'un détachement, est placé, de droit, en position de mise en disponibilité.

Nonobstant les dispositions de l'article 90 ci-dessous, la durée de la mise en disponibilité est égale à la durée de la mission du conjoint du fonctionnaire.

Art. 89. — La mise en disponibilité pour convenances personnelles peut être accordée à la demande du fonctionnaire justifiant de deux (2) années de service effectif et après accord de l'autorité habilitée et avis de la commission paritaire compétente.

Art. 90. — La mise en disponibilité dans les cas prévus à l'article 87 ci-dessus est prononcée pour une période minimale de six (6) mois, renouvelable, dans la limite maximale de cinq (5) ans au cours de la carrière du fonctionnaire.

La mise en disponibilité pour convenances personnelles est prononcée pour une période minimale de six (6) mois, renouvelable, dans la limite de deux (2) années, au cours de la carrière du fonctionnaire.

Art. 91. — Il est interdit au fonctionnaire placé en position de disponibilité d'exercer une activité lucrative de quelque nature que ce soit.

A l'expiration de la période de la mise en disponibilité, le fonctionnaire est réintégré, de plein droit, dans son grade d'origine, même en surnombre.